

ANALYSE HEBDOMADAIRE

M. Alain Freymond — Associé & CIO



TRUMP RAVIVE LES CRAINTES D'UN CHOC ÉCONOMIQUE MAJEUR AUX CONSÉQUENCES MONDIALES

L'administration Trump déclare la guerre commerciale au monde et met fin au libre échange. Un nouveau paradigme absurde qui rappelle l'origine de la grande dépression des années 30. Le pire n'est peut être pas certain, mais l'Amérique aura de la peine à retrouver une crédibilité.

Points clés



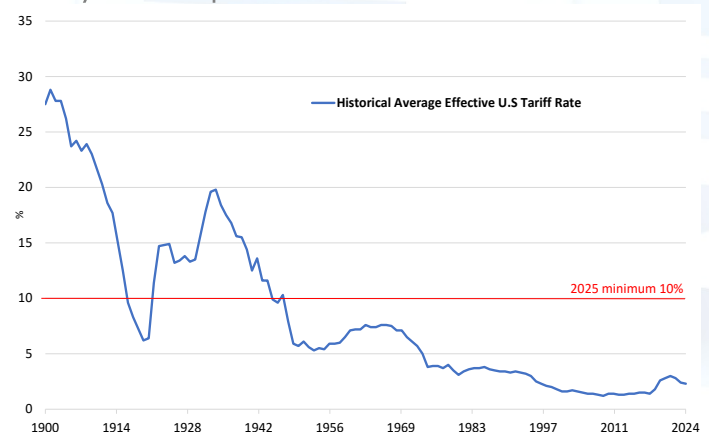
- L'administration Trump déclare la guerre commerciale au monde et met fin au libre échange
- Un nouveau paradigme absurde qui rappelle l'origine de la grande dépression des années 30
- Réactions immédiates des marchés financiers qui soudainement craignent une récession sévère
- Réactions en chaînes, protestations populaires, mises en causes légales, mobilisation des élus
- Le pire n'est peut être pas certain, mais l'Amérique aura de la peine à retrouver une crédibilité

L'administration Trump déclare la guerre commerciale au monde et met fin au libre échange

La politique menée par Trump depuis quelques semaines renverse la table et détruit méthodiquement ce que l'Amérique avait construit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le plan économique et politique. Lorsque le plan Marshall a été imaginé, initialement appelé « Programme de rétablissement européen » (Foreign Assistance Act of 1948), les Etats-Unis avaient soutenu les Etats européens pour la reconstruction des villes et infrastructures, stimuler le redressement économique de l'Europe et freiner la menace communiste. L'essentiel de l'aide avait été effectuée sous la forme de dons (85%) et une partie sous la forme de prêts remboursables (15%). Le plan visait à assurer un retour de la santé économique et la stabilité politique. Du point de vue américain, le plan Marshall a aussi permis d'éviter la récession, qui aurait suivi la période de surproduction massive sans cela, en offrant de nouveaux débouchés aux produits américains. En ce sens, les Etats-Unis ont contribué à la coopération européenne et à sa future intégration dans l'UE bien plus tard en développant une politique d'endiguement du communisme.

A la même époque, en 1947 le GATT (General Accord on Tariffs and Trade) jetait les bases d'une nouvelle réglementation visant à stimuler la reprise économique et améliorer les relations internationales grâce au commerce en harmonisant les politiques douanières. L'objectif était de faire baisser les prix pour les consommateurs, mieux utiliser les facteurs de production et favoriser l'emploi dans les secteurs où chaque pays détient un avantage comparatif. Il a été remplacé en 1994 par l'OMC aux objectifs similaires. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les accords de Bretton Woods (1944) fixèrent les règles du jeu monétaire en créant le FMI, puis la BIRD. En 1946, près de 45'000 réductions tarifaires ont été adoptées (20% du commerce mondial). Pendant près de 80 ans ensuite, les Etats membres ont œuvré à l'optimisation du système, créant les bases les plus solides pour une pérennité des relations économiques entre pays assurée par un cadre juridique validé et évolutif. La libéralisation des échanges a accompagné un essor économique mondial. Une étude de 2005 (Gowa et Kim) avait montré que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Canada, pays à l'origine de la création du GATT avaient été les principaux bénéficiaires de ce modèle. De fait, les Etats-Unis ont largement profité de la mondialisation, leurs entreprises ayant largement pénétré tous les marchés dont elles dérivent désormais 25% à 30% de leurs revenus. Trump s'inscrit dans un mouvement de contestation des effets de la mondialisation qui critique les conséquences de la désindustrialisation des économies occidentales en mettant en évidence la précarisation des emplois notamment et la hausse du chômage.

Moyenne historique du taux effectif du tarif douanier américain



Sources: Bloomberg, BBGI Group SA